



En prélude au scrutin qui pointe à l'horizon au Cameroun, une réunion d'évaluation de la situation sécuritaire sur le territoire national, se tient à huis clos ce 13 août 2018 à Yaoundé, sous haute instruction du chef de l'Etat, Paul Biya.

Le 7 octobre prochain, le Cameroun devra écrire une nouvelle page de son histoire. Il faudra élire un nouveau Président de la République qui devra diriger le pays pendant 7 ans. Neuf candidats sont en lice pour cette course au fauteuil présidentiel du 7 octobre 2018.

C'est un scrutin majoritaire à un tour. Dans les quartiers généraux des partis politiques devant concourir, les préparatifs vont bon train, pareil à « Election's Cameroon », l'organe chargé de la préparation et de l'organisation matérielle des élections au Cameroun. Seulement ce grand moment de la vie politique de « l'Afrique en miniature », a lieu alors que des violences sévissent dans plusieurs régions.

Le groupe djihadiste boko-haram dans l'Extrême-nord, une sérieuse crise sociopolitique qui secoue les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016, et les attaques souvent vécues à l'Est. De toutes ces instabilités, celle des régions anglophones fait le plus peur. Normal peut-être ; car vers fin 2017, elle s'est transformé en conflit armé. Les combats se sont d'ailleurs intensifiés durant cette année 2018.

Les affrontements entre les éléments des forces de sécurité camerounaise et un groupe armé se réclamant « des forces de restauration » du Cameroun du Sud appelé « Ambazonie », se répètent pratiquement tous les jours. Le gouvernement affirme qu'on a déjà perdu plus de 80 personnes dans le camp des forces de sécurité, alors que l'Organisation des Nations Unies déclare que plus de 600 personnes ont été arrêtées depuis le début. Il est vrai qu'un nombre important a été libéré par la suite. Cette même ONU soutient que la crise a déjà occasionné le déplacement de plus 160 000 personnes.

Autant de choses qui ne garantissent pas le bon déroulement de cette élection au Cameroun. Rien ne rassure que des attaques, des affrontements et des enlèvements ne vont pas s'imposer dans les régions instables le 7 octobre 2018. Les citoyens de ces parties du pays, ne seront-ils pas menacés par les sécessionnistes lorsqu'ils voudront aller accomplir leur devoir ? Quelles sont les dispositions sécuritaires qui ont été prises pour que tout se passe bien ce jour-là ? C'est la préoccupation de l'Etat du Cameroun. Les principes démocratiques, mais aussi les droits de l'homme, doivent être respectés le jour « dit ».